



C/48/13

ORIGINAL : anglais

DATE : 28 juillet 2014

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

Genève

CONSEIL**Quarante-huitième session ordinaire
Genève, 16 octobre 2014****ÉTATS FINANCIERS POUR 2013***Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Les états financiers de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) au 31 décembre 2013 et le rapport d'audit sont communiqués au Conseil conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/3), qui prévoit que le Conseil examine et approuve les états financiers. Les états financiers pour 2013 figurent dans l'annexe du présent document. Le document C/48/14 contient le rapport du vérificateur externe des comptes.
2. Les états financiers pour 2013 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). À sa quarante-cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l'adoption des normes IPSAS par l'UPOV, dès l'exercice financier débutant en 2012 (voir l'alinéa b) du paragraphe 9 du document C/45/18 "Compte rendu"). Les états financiers pour 2013 constituent la deuxième série d'états financiers établis conformément aux normes IPSAS.
3. *Le Conseil est invité à examiner et approuver les états financiers pour 2013.*

[L'annexe suit]

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

États financiers pour l'année s'achevant le 31 décembre 2013

Table des matières

INTRODUCTION	2
RÉSULTATS FINANCIERS DE L'ANNÉE	2
Préparation des états financiers découlant de l'adoption des normes IPSAS	2
Performance financière	3
Situation financière	3
Performance budgétaire	4
ÉTAT I : ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	5
ÉTAT II : ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE	6
ÉTAT III : ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS	6
ÉTAT IV : ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	7
ÉTAT V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS	8
NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS	10
Note 1 : Objectifs, gouvernance et budget de l'Union	10
Note 2 : Principales méthodes comptables	10
Note 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	15
Note 4 : Comptes débiteurs	15
Note 5 : Matériel	16
Note 6 : Comptes de créanciers	17
Note 7 : Prestations au personnel	17
Note 8 : Encaissements par anticipation	21
Note 9 : Autres passifs courants	21
Note 10 : Transactions avec une partie liée	21
Note 11 : Fonds de réserve et fonds de roulement	22
Note 12 : Rapprochement entre l'état de comparaison budgétaire (état V) et l'état de la performance financière (état II)	22
Note 13 : Recettes	24
Note 14 : Dépenses	24
Note 15 : Instruments financiers	25
Note 16 : Événements postérieurs à la date d'établissement des états financiers	27
Note 17 : Information sectorielle	27

INTRODUCTION

1. Les états financiers de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) pour l'année s'achevant le 31 décembre 2013 sont présentés au Conseil de l'UPOV conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/3).
2. Le rapport du vérificateur externe des comptes sur la vérification des états financiers de 2013, ainsi que son opinion sur les états financiers, sont également présentés au Conseil de l'UPOV conformément aux dispositions de l'article 6.5 du Règlement financier et de l'annexe II du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV.
3. Les états financiers pour 2013 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). À sa quarante-cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l'adoption par l'UPOV des normes IPSAS dès l'exercice financier débutant en 2012 (voir le paragraphe 9.b) du document C/45/18 "Compte rendu"). Cette décision a conduit au remplacement des normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS), appliquées auparavant, par les normes IPSAS qui sont reconnues au niveau international. Les états financiers pour 2013 constituent la deuxième série d'états financiers de l'UPOV préparés conformément aux normes IPSAS.

RÉSULTATS FINANCIERS DE L'ANNÉE

PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS DÉCOULANT DE L'ADOPTION DES NORMES IPSAS

4. Les normes IPSAS requièrent l'application de la comptabilité d'exercice intégrale, un changement significatif par rapport à la comptabilité d'exercice modifiée appliquée dans le cadre des normes UNSAS. Cette comptabilité fait intervenir la comptabilisation des transactions et des événements lorsqu'ils se produisent. Cela signifie qu'ils sont enregistrés dans les livres comptables et consignés dans les états financiers des périodes financières auxquelles ils se rapportent et non pas uniquement lors de l'entrée ou de la sortie de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie.
5. Selon les normes IPSAS, les recettes correspondant aux contributions et aux ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont comptabilisées lorsque l'UPOV a le droit de recevoir la contribution. En cas d'arriérés de contributions, un solde des sommes exigibles est présenté, mais le solde total est réduit afin de tenir compte des montants encore dus sur des périodes antérieures. Les arrangements relatifs aux ressources extrabudgétaires sont examinés afin de déterminer si l'UPOV doit satisfaire à des conditions de rendement et, le cas échéant, les recettes sont comptabilisées uniquement lorsque ces conditions sont remplies.
6. La valeur des futures prestations (par exemple les congés annuels cumulés, les primes de rapatriement et l'assurance maladie après la cessation de service) que les fonctionnaires de l'UPOV ont gagnées mais qu'ils n'ont pas encore perçues, est maintenant enregistrée afin de saisir le coût intégral d'emploi du personnel. Avant les états financiers pour 2012, ces prestations n'étaient consignées comme des dépenses que lorsqu'elles étaient versées.
7. L'application des normes IPSAS n'a à l'heure actuelle aucune incidence sur l'élaboration du programme et budget, qui est toujours présenté sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée. Comme cette base est différente de la base d'une comptabilité d'exercice intégrale appliquée aux états financiers, le rapprochement entre le budget et les états financiers est fourni conformément aux exigences des normes IPSAS.
8. Les normes IPSAS imposent d'inclure des informations plus détaillées dans les notes des états financiers pour des besoins de transparence. À cette fin, l'UPOV fournit désormais des informations relatives à la rémunération de ses principaux dirigeants.
9. Deux mille treize est la première année pour laquelle l'UPOV a appliqué les normes IPSAS 28-30 Instruments financiers dans ses états financiers, conformément aux dates d'entrée en vigueur de ces normes. Comme tels, les états financiers pour 2013 comprennent des informations complémentaires concernant les instruments financiers.

PERFORMANCE FINANCIÈRE

10. Les résultats de l'UPOV pour l'année ont affiché un excédent de 107 008 francs suisses pour un total des recettes de 3 750 438 francs suisses et un total des dépenses de 3 643 430 francs suisses. Ces résultats peuvent être comparés à ceux de 2012, avec un excédent de 397 199 francs suisses, un total des recettes de 3 597 337 francs suisses et un total des dépenses de 3 200 138 francs suisses.
11. Les états financiers fournissent le détail de la performance financière par secteur dans les informations sectorielles, comme le montre le récapitulatif ci-dessous :

Tableau 1. Récapitulatif de la performance financière par secteur

	Programme et budget ordinaire 2013	Fonds fiduciaires 2013	Transferts intersectoriels 2013	TOTAL UPOV 2013	TOTAL UPOV 2012
			(en francs suisses)		
TOTAL DES RECETTES	3 403 218	395 195	-47 975	3 750 438	3 597 337
TOTAL DES DÉPENSES	3 296 210	395 195	-47 975	3 643 430	3 200 138
EXCÉDENT POUR L'ANNÉE :	107 008	-	-	107 008	397 199

12. Les activités de l'UPOV sont financées principalement par deux sources : les contributions et les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires). Les contributions de 3 323 050 francs suisses représentent approximativement 88,6% du total des recettes de l'UPOV en 2013. Les recettes comptabilisées provenant des contributions extrabudgétaires (fonds fiduciaires) se sont élevées à 395 128 francs suisses pour l'année, soit 10,5% du total des recettes. L'UPOV présente également des soldes à hauteur de 236 484 francs suisses provenant des contributions reçues d'avance. Ces soldes apparaissent actuellement en tant que passifs, mais devraient être comptabilisés comme des produits pour l'année à laquelle ils se rapportent.
13. Les dépenses de personnel s'élèvent à 2 077 237 francs suisses et représentent 57,0% des 3 643 430 francs suisses du total des dépenses pour l'année 2013. Comme cela a déjà été souligné, la comptabilité d'exercice, en ce qui concerne les avantages postérieurs à l'emploi et autres prestations dues au personnel à long terme, impose que le coût de ces régimes soit comptabilisé à mesure que les avantages sont acquis par le personnel, et non selon la méthode des décaissements effectifs. Le coût total des intérêts et des services pour l'année au titre de l'assurance maladie et des primes de rapatriement s'élève à 94 325 francs suisses. Cette méthode permet à l'UPOV de mieux rendre compte du coût réel de l'emploi de son personnel sur une base annuelle.

SITUATION FINANCIÈRE

14. L'UPOV enregistre un actif net de 1 744 294 francs suisses au 31 décembre 2013, contre 1 637 286 francs suisses à la fin de 2012. La situation financière de l'UPOV par secteur peut être récapitulée comme suit :

Tableau 2. Récapitulatif de la situation financière par secteur

	Programme et budget ordinaire 2013	Fonds fiduciaires 2013	Transferts intersectoriels 2013	TOTAL UPOV 2013	TOTAL UPOV 2012
			(en francs suisses)		
ACTIF TOTAL	3 530 823	378 200	-12 720	3 896 303	3 388 206
PASSIF TOTAL	1 786 529	378 200	-12 720	2 152 009	1 750 920
ACTIF NET	1 744 294	-	-	1 744 294	1 637 286

15. Le fonds de roulement net (actifs courants moins passifs courants) de l'UPOV s'élève à 2 799 189 francs suisses au 31 décembre 2013 (2 626 696 francs suisses au 31 décembre 2012). Les soldes de trésorerie et des équivalents de trésorerie ont enregistré une hausse, passant de 3 316 037 francs suisses au 31 décembre 2012 à 3 728 930 francs suisses au 31 décembre 2013.

16. Le montant total des contributions à recevoir au 31 décembre 2013 s'élevait à 167 248 francs suisses, contre 70 273 au 31 décembre 2012. L'augmentation des contributions à recevoir est due à un solde des sommes exigibles de fonds extrabudgétaires (fonds fiduciaires) qui a été ultérieurement payé en janvier 2014.
17. Le passif total afférent aux prestations au personnel s'élève à 1 207 420 francs suisses au 31 décembre 2013, contre 1 146 994 au 31 décembre 2012. Pour les passifs liés aux prestations d'assurance maladie après la cessation de service et aux primes de rapatriement, des évaluations actuarielles ont été utilisées. Le principal passif, qui concerne le financement de l'assurance maladie après la cessation de service, s'élève à 967 815 francs suisses au 31 décembre 2013. Ce montant indique une augmentation de 52 082 francs suisses par rapport au solde arrêté au 31 décembre 2012.

PERFORMANCE BUDGÉTAIRE

18. Le budget de l'UPOV continue d'être établi selon une méthode de comptabilité modifiée et est présenté dans les états financiers sous l'État V, État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels. Afin de faciliter la comparaison entre le budget et les états financiers établis selon les normes IPSAS, des rapprochements entre le budget et l'état de la performance financière figurent dans les notes complémentaires relatives aux états financiers.
19. Le budget pour l'année 2013 indiquait des recettes et des dépenses à hauteur de 3 404 000 francs suisses. Ce chiffre est à comparer aux recettes effectives sur une base comparable (avant fonds fiduciaires et ajustements IPSAS) de 3 403 218 francs suisses et aux dépenses effectives sur une base comparable de 3 329 902 francs suisses. Les principales variations entre le budget 2013 et les chiffres effectifs sur une base comparable sont expliquées dans les paragraphes suivants.
20. Contributions : les recettes effectives provenant des contributions réelles ont été de 3 323 050 francs suisses, ce qui est conforme au budget, qui se fonde sur les contributions de 70 membres de l'Union en 2013.
21. Intérêt : les recettes effectives provenant des intérêts se sont élevées à 17 456 francs suisses, en dessous des 35 000 francs suisses prévus, en raison de taux d'intérêt moins élevés appliqués aux comptes rémunérés (notamment le taux d'intérêt moyen perçu sur les fonds placés auprès de la Banque nationale suisse, qui était de 0,558% en 2013).
22. Ressources en personnel : les dépenses effectives pour 2013 ont été de 2 110 930 francs suisses, en dessous des 2 274 000 francs suisses prévus. Cet écart correspond à un poste de la catégorie des administrateurs resté vacant et à des changements de grade dus à des changements de personnel.
23. Voyages et bourses : les dépenses effectives se sont élevées à 252 239 francs suisses, en dessous des 281 000 francs suisses prévus pour 2013. Toutefois, au cours de l'exercice biennal 2012-2013, les frais de voyage ont été grosso modo conformes aux frais inscrits au budget.
24. Services contractuels : les dépenses effectives pour les services contractuels en 2013 ont été de 322 227 francs suisses, au-dessus des 215 000 francs suisses prévus. Toutefois, les dépenses effectives de 437 139 francs suisses pour les services contractuels durant l'exercice biennal 2012-2013 ont été grosso modo conformes au budget biennal de 430 000 francs suisses. Les dépenses destinées aux experts en technologie de l'information pour la mise au point d'une version électronique du formulaire de demande et d'un modèle électronique pour les principes directeurs d'examen, qui avaient initialement été prévues en 2012, ont en fait eu lieu en 2013. En outre, en 2013, les dépenses relatives aux experts ont été significatives pour compléter le travail du personnel de l'UPOV, par exemple en ce qui concerne l'élaboration du cours avancé d'enseignement à distance.
25. Dépenses de fonctionnement : les dépenses effectives se sont élevées à 621 953 francs suisses, ce qui est globalement conforme aux 619 000 francs suisses prévus.
26. Autres dépenses : les autres dépenses en 2013 relatives aux fournitures, au mobilier et au matériel ont été légèrement supérieures au montant prévu pour 2013, bien que cette dépense ne soit pas significative pour l'exercice biennal 2012-2013. Qui plus est, d'autres dépenses effectuées au cours de l'exercice biennal 2012-2013 sont conformes aux chiffres inscrits au budget.

ÉTAT I : ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
au 31 décembre 2013
(en francs suisses)

ACTIF	Note	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	3 728 930	3 316 037
Comptes débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	4	167 248	70 273
Comptes débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	4	125	229
		<u>3 896 303</u>	<u>3 386 539</u>
Actifs non courants			
Matériel	5	-	-
Comptes débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	4	-	1 667
			<u>1 667</u>
ACTIF TOTAL		<u>3 896 303</u>	<u>3 388 206</u>
PASSIF			
Passifs courants			
Comptes créanciers	6	-	1 162
Prestations au personnel	7	152 525	155 917
Avances	8	402 648	443 136
Autres passifs courants	9	541 941	159 628
		<u>1 097 114</u>	<u>759 843</u>
Passifs non courants			
Prestations au personnel	7	1 054 895	991 077
		<u>1 054 895</u>	<u>991 077</u>
PASSIF TOTAL		<u>2 152 009</u>	<u>1 750 920</u>
Fonds de réserve	11	1 204 283	1 097 275
Fonds de roulement	11	540 011	540 011
ACTIF NET		<u>1 744 294</u>	<u>1 637 286</u>

ÉTAT II : ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2013
(en francs suisses)

	Note	2013	2012
RECETTES	13		
Contributions		3 323 050	3 334 768
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)		395 128	220 170
Recettes des publications		-	3 810
Recettes des placements		17 523	11 874
Autres/divers recettes		14 737	26 715
TOTAL DES RECETTES		3 750 438	3 597 337
DÉPENSES	14		
Dépenses de personnel		2 077 237	1 986 080
Voyages et bourses		584 920	471 785
Services contractuels		336 686	117 062
Dépenses de fonctionnement		622 033	620 737
Fournitures		22 554	691
Mobiliers et matériels		-	3 783
TOTAL DES DÉPENSES		3 643 430	3 200 138
EXCÉDENT/DÉFICIT POUR L'ANNÉE		107 008	397 199

ÉTAT III : ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2013
(en francs suisses)

	Note	Fonds de réserve	Fonds de roulement	Actif net Total
Actif net au 1^{er} janvier 2012		700 076	536 677	1 236 753
Montants comptabilisés directement dans l'actif net		-	3 334	3 334
Excédent pour l'année 2012		397 199	-	397 199
Actif net au 31 décembre 2012	11	1 097 275	540 011	1 637 286
Montants comptabilisés directement dans l'actif net		-	-	-
Total des montants comptabilisés directement dans l'actif net en 2013		-	-	-
Excédent pour l'année 2013 en cours		107 008	-	107 008
Actif net au 31 décembre 2013	11	1 204 283	540 011	1 744 294

ÉTAT IV : ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2013
(en francs suisses)

	Note	2013	2012
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Excédent pour l'année	État II	107 008	397 199
Augmentation (diminution) des prestations au personnel	7	60 426	-133 585
(Augmentation) diminution des créances	4	-95 204	225 462
Augmentation (diminution) des avances/compte clients	8	-40 488	-84 815
Augmentation (diminution) des comptes créanciers	6	-1 162	-25 411
Augmentation (diminution) d'autres passifs	9	382 313	-279 863
Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles		412 893	98 987
Flux de trésorerie des activités de placement			
Acquisition de matériel	5	-	-
Cession de matériel	5	-	-
Flux de trésorerie nets des activités de placement		-	-
Flux de trésorerie des activités de financement			
Contributions et fonds de roulement		-	3 334
Flux de trésorerie nets des activités de financement		-	3 334
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		412 893	102 321
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'année			
	3	3 316 037	3 213 716
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'année			
	3	3 728 930	3 316 037

ÉTAT V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2013
(en milliers de francs suisses)

	Budget original 2013	Budget final 2013	Montants effectifs sur une base comparable décembre 2013	Différence 2013
	(1)	(1)		(2)
Recettes				
Contributions	3 334	3 334	3 323	-11
Publications	5	5	-	-5
Intérêts	35	35	17	-18
Autre	30	30	63	33
Total des recettes	3 404	3 404	3 403	-1
Dépenses				
Dépenses de personnel	2 274	2 274	2 111	-163
Voyages et bourses	281	281	252	-29
Services contractuels	215	215	322	107
Dépenses de fonctionnement	619	619	622	3
Fournitures	10	10	23	13
Mobilier et matériel	5	5	-	-5
Total des dépenses	3 404	3 404	3 330	-74
Résultat	-	-	73	73
Fonds fiduciaires (avant ajustements IPSAS)			-45	
Ajustements IPSAS apportés au programme et budget ordinaire (3)			34	
Ajustements IPSAS apportés aux fonds fiduciaires (3)			45	
Excédent net après ajustements IPSAS (État II)			107	

- 1) Représente la deuxième année du budget approuvé pour l'exercice biennal 2012-2013;
- 2) Représente l'écart entre le budget final (révisé) et les dépenses effectives sur une base comparable (avant ajustements IPSAS);
- 3) Les ajustements IPSAS apportés à l'excédent sont détaillés dans la note 12 des présents états financiers.

**ÉTAT V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS
pour l'exercice biennal 2012-2013
(en milliers de francs suisses)**

	Budget original	Budget final	Montants effectifs sur une base comparable	Différence
	(1)	(1)		(2)
Recettes				
Contributions	6 657	6 657	6 646	-11
Publications	10	10	4	-6
Intérêts	70	70	29	-41
Autre	61	61	113	52
Total des recettes	6 798	6 798	6 792	-6
Dépenses				
Dépenses de personnel	4 542	4 542	4 048	-494
Voyages et bourses	560	560	529	-31
Services contractuels	430	430	437	7
Dépenses de fonctionnement	1 236	1 236	1 243	7
Fournitures	20	20	24	4
Mobilier et matériel	10	10	4	-6
Intérêts	-	-	-	-
Autres/divers	-	-	-	-
Total des dépenses	6 798	6 798	6 285	-513
Résultat	-	-	507	507
Fonds fiduciaires (avant ajustements IPSAS)			-62	
Ajustements IPSAS apportés au programme et budget ordinaire (3)			-3	
Ajustements IPSAS apportés aux fonds fiduciaires (3)			62	
Excédent net après ajustements IPSAS (État II) (4)			504	

- 1) Représente le budget approuvé pour l'exercice biennal 2012-2013;
- 2) Représente l'écart entre le budget final (révisé) et les dépenses effectives sur une base comparable (avant ajustements IPSAS);
- 3) Les ajustements IPSAS apportés à l'excédent sont détaillés dans la note 12 des présents états financiers.
- 4) Représente l'excédent net biennal après ajustements IPSAS (397 000 francs suisses pour 2012 et 107 000 francs suisses pour 2013)

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE 1 : OBJECTIFS, GOUVERNANCE ET BUDGET DE L'UNION

L'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) est une organisation intergouvernementale ayant son siège à Genève. L'UPOV a pour mission de mettre en place et promouvoir un système efficace de protection des variétés végétales afin d'encourager l'obtention de variétés dans l'intérêt de tous.

L'UPOV a été instituée par la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (ci-après dénommée "*Convention UPOV*"), qui a été signée à Paris en 1961. La Convention est entrée en vigueur en 1968. Elle a été révisée à Genève en 1972, 1978 et 1991. L'Acte de 1991 est entré en vigueur le 24 avril 1998. Conformément à la Convention UPOV, l'Union a pour principaux objectifs :

- de mettre en place et de perfectionner la base administrative et technique d'une coopération internationale en matière de protection des obtentions végétales;
- d'aider les États et les organisations à établir des lois et mettre en œuvre un système efficace de protection des variétés végétales; et
- de renforcer la sensibilité et la compréhension du public à l'égard du système UPOV de protection des variétés végétales.

Conformément à l'article 25 de l'Acte de 1991 et à l'article 15 de l'Acte de 1978, le Conseil et le Bureau de l'Union sont les organes permanents de l'UPOV.

Le Conseil est l'organe directeur de l'UPOV et est composé des représentants des membres de l'Union. Le Conseil a pour mission de sauvegarder les intérêts et de favoriser le développement de l'UPOV, d'adopter son programme de travail et son budget et de prendre toutes les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'UPOV. Il se réunit en session ordinaire une fois par an; il peut aussi être convoqué en session extraordinaire. Le Conseil a créé plusieurs organes qui se réunissent une ou deux fois par an.

Le Bureau de l'Union assure le secrétariat de l'UPOV et est dirigé par le secrétaire général. Les fonctionnaires du Bureau de l'UPOV, en dehors du secrétaire général adjoint lui-même, sont placés sous la direction du secrétaire général adjoint de l'UPOV. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), une institution spécialisée des Nations Unies. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Le secrétaire général adjoint est chargé de la réalisation des résultats escomptés tels qu'ils sont indiqués dans le programme et budget approuvé. Selon l'accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service fourni à l'UPOV et pour toute dépense engagée pour son compte.

L'UPOV est financée par les contributions et les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) des membres de l'Union. L'UPOV exerce ses activités dans le cadre d'un programme et budget biennal. Le programme et budget proposé contient les estimations des recettes et des dépenses de l'exercice financier auquel il se rapporte. Il est soumis par le secrétaire général au Comité consultatif pour discussion, observations et recommandations, ainsi que pour d'éventuelles modifications. Le Conseil adopte le programme et budget après examen du programme et budget proposé et des recommandations du Comité consultatif.

NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Convention utilisée pour la préparation

Ces états financiers ont été élaborés selon une méthode progressive modifiée et selon le principe de la continuité d'activité. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière cohérente pendant tout l'exercice. Les états respectent les exigences des Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

Ces états financiers sont élaborés pour la deuxième fois conformément aux normes IPSAS.

Monnaie étrangère

La monnaie fonctionnelle de l'UPOV est le franc suisse et les états financiers sont présentés dans cette monnaie. Toutes les opérations faites dans d'autres monnaies sont converties en francs suisses selon les taux de change des Nations Unies en vigueur à la date des opérations. Les profits comme les pertes, réalisés ou non, qui résultent de la liquidation de ces opérations et de la reconversion, à la date d'établissement des états financiers, des actifs et des passifs libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de l'UPOV, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Information sectorielle

Un secteur est une activité distincte ou un groupe d'activités pour laquelle/lesquelles il est approprié de publier des informations financières séparées. À l'UPOV, l'information sectorielle est fondée sur les principales activités et sources de financement de l'UPOV. De ce fait, l'UPOV publie des informations financières distinctes pour deux secteurs : 1) le programme et budget ordinaire; et 2) les fonds fiduciaires.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds en caisse, les dépôts sur des comptes bancaires courants, les dépôts détenus jusqu'à 90 jours et d'autres placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Créances

Les contributions sont comptabilisées dans les produits au début de l'année financière. Une indemnité pour pertes est comptabilisée, égale aux arriérés de contributions pour les années antérieures à l'année en cours.

Stocks

Les stocks peuvent comprendre la valeur des publications destinées à la vente et des publications distribuées gratuitement. La valeur totale des publications finies est déterminée sur la base d'un coût moyen par page imprimée (hors coût de commercialisation et de distribution), multiplié par le nombre de pages des publications dans les stocks, ajusté pour rendre compte du plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur des publications qui sont retirées de la vente ou de la distribution gratuite est déduite au cours de l'année dans laquelle elles deviennent obsolètes.

Un stock permanent est conservé en ce qui concerne les publications pour la vente et des échantillonnages sont réalisés tout au long de l'année pour vérifier le niveau des stocks. À la fin de chaque année, les articles retirés du catalogue des publications pour la vente ou la distribution gratuite, ainsi que les articles pour lesquels il est prévu qu'il n'y aura aucune autre distribution gratuite ou vente prévue, sont retirés des stocks et leur valeur est ramenée à zéro.

Immobilisation

L'équipement est évalué à la valeur d'achat diminuée de l'amortissement et de la dépréciation cumulés. L'équipement est comptabilisé en tant qu'immobilisation si son coût unitaire est supérieur ou égal à 5000 francs suisses. L'amortissement est déduit de manière à amortir la totalité du coût des immobilisations sur leur durée d'utilité estimée selon la méthode linéaire sur la base suivante :

Catégorie	Durée d'utilité estimée
Communications et équipement informatique	5 ans
Meubles et mobilier	10 ans

Les valeurs comptables des immobilisations sont examinées pour toute dépréciation résultant d'événements ou de changements indiquant que la valeur comptable de l'actif n'est pas recouvrable. Si tel est le cas, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, le cas échéant, la dépréciation. Toute dépréciation figure dans l'état de la performance financière. Les immobilisations actuellement détenues par l'UPOV ont une valeur nette comptable équivalente à zéro.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées selon leur coût, minoré de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur cumulées.

Les licences de logiciels informatiques acquises sont comptabilisées sur la base des coûts encourus pour acquérir lesdits logiciels et les utiliser. Les coûts directement liés au développement de logiciels destinés à être utilisés par l'UPOV sont comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles. Les coûts directs incluent les coûts du personnel chargé du développement des logiciels. Au 31 décembre 2013, aucun coût n'a été comptabilisé comme immobilisation incorporelle.

L'amortissement est comptabilisé selon la méthode linéaire pour toutes les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie limitée, à des taux qui passeront par profits et pertes le coût ou la valeur des actifs au cours de leur durée d'utilité. La durée d'utilité des principales catégories d'immobilisations incorporelles est estimée comme suit :

Catégorie	Durée d'utilité estimée
Logiciels acquis à l'extérieur	5 ans
Logiciels mis au point en interne	5 ans
Licences et droits	Durée de la licence/du droit

Prestations au personnel

Des provisions sont constituées pour les obligations relatives aux prestations médicales après la cessation de service et aux avantages au titre de la cessation de service (primes de rapatriement et voyage), définies par un actuaire indépendant sur une base annuelle selon la méthode des unités de crédit projetées. Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés selon la méthode du corridor et sont amortis sur le nombre moyen d'années de service restant du personnel en activité. En outre, des provisions sont constituées pour la somme cumulée des congés annuels et des heures supplémentaires réalisées mais non payées à la date d'établissement des états financiers.

En application de l'Accord OMPI/UPOV du 26 novembre 1982, les fonctionnaires de l'UPOV participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse des pensions est une caisse à capitalisation finançant des prestations définies; elle est financée par de nombreux employeurs. Comme indiqué à l'article 3.b) du règlement de la Caisse des pensions, peuvent s'affilier à la Caisse des pensions les institutions spécialisées ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux fonctionnaires retraités et en poste d'autres organisations affiliées, d'où l'absence de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les actifs et les coûts de la caisse entre les différentes organisations participantes. L'UPOV et la Caisse, tout comme d'autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'UPOV en ce qui concerne les obligations relatives à des prestations définies, les actifs et les coûts relatifs à des prestations définies, de manière suffisamment fiable à des fins comptables. L'UPOV l'a donc comptabilisée comme s'il s'agissait d'un régime à contributions déterminées sur la base de la norme IPSAS 25. Les contributions de l'UPOV à la Caisse durant la période financière sont comptabilisées comme dépenses dans l'état de la performance financière.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite née d'un événement passé, qu'il est probable qu'une dépense sera nécessaire pour régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Comptabilisation des produits

Les produits d'opérations sans contrepartie directe tels que les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) fondés sur des accords ayant force exécutoire sont comptabilisés comme produits au moment où l'accord devient contraignant, à moins que l'accord ne prévoie des conditions relatives à des résultats spécifiques ou au remboursement de soldes non dépensés. Ces accords exigent la reconnaissance initiale d'une obligation de différer la comptabilisation des produits, les produits étant ensuite comptabilisés au fur et à mesure que l'obligation prévue par l'accord est remplie.

Les contributions sont comptabilisées comme produits au début de chaque année de l'exercice budgétaire sur laquelle porte la contribution.

Les contributions de services en nature ne sont pas comptabilisées dans les états financiers.

Comptabilisation en charges

Les charges sont comptabilisées lorsque les marchandises sont livrées et les services fournis.

Instruments financiers

Actifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiale :

Les actifs financiers qui relèvent de la norme IPSAS 29 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* sont classés comme des actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit, des prêts et comptes créanciers, des investissements détenus jusqu'à leur échéance finale ou des actifs financiers disponibles à la vente, selon le cas. L'UPOV détermine la classification de ses actifs financiers à leur comptabilisation initiale. Les actifs financiers de l'UPOV comprennent les liquidités, les dépôts à court terme et les comptes créanciers.

Évaluation postérieure :

L'évaluation ultérieure des actifs financiers est fonction de leur classification.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'un excédent ou d'un déficit

Les actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs financiers classés lors de la comptabilisation initiale à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis à des fins de vente ou de rachat dans le court terme. Les actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit sont comptabilisés dans l'état de la situation financière à juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisés dans l'excédent ou le déficit.

Prêts et emprunts

Les prêts et comptes créanciers sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixés ou à déterminer qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après une évaluation initiale, ces actifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti à l'aide de la méthode de l'intérêt effectif, moins la dépréciation. Le coût amorti est calculé en tenant compte de toute décote ou prime d'acquisition ainsi que des taxes ou coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt en vigueur. Les pertes provenant de la dépréciation sont comptabilisées dans l'excédent ou le déficit.

Décomptabilisation :

L'UPOV décomptabilise un actif financier ou, selon le cas, une partie d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires lorsque les droits de recevoir des liquidités de l'actif ont expiré ou sont levés.

Dépréciation d'actifs financiers :

L'UPOV vérifie à chaque date de clôture s'il existe des indications objectives à l'effet qu'un actif financier ou qu'un groupe d'actifs financiers est déprécié. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est considéré comme déprécié si et uniquement si il y a des indications objectives de dépréciation comme suite à un ou plusieurs événements qui se sont produits après la comptabilisation initiale de l'actif (un "événement de perte" encouru) et si cet événement a un impact sur les futurs flux de trésorerie estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers qui peut être estimé de manière fiable.

Passifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales :

Les passifs financiers qui relèvent de la norme IPSAS 29 sont classés comme des passifs financiers à juste valeur par le biais d'un excédent ou d'un déficit ou de prêts et d'emprunts, selon le cas. L'UPOV détermine la classification de ses passifs financiers à la comptabilisation initiale. Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur et, dans le cas des prêts et des emprunts, aux coûts de transaction directement imputables.

Évaluation ultérieure :

L'évaluation ultérieure des passifs financiers est fonction de leur classification.

Passifs financiers à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit

Les passifs financiers à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit comprennent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers classés lors de la comptabilisation initiale comme étant à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. Les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis pour être vendus dans le court terme. Les gains ou pertes au titre de passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans l'excédent ou le déficit.

Prêts et emprunts

Après une comptabilisation initiale, les prêts et les emprunts sont ultérieurement évalués au coût amorti à l'aide de la méthode de l'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans l'excédent ou le déficit lorsque les passifs sont décomptabilisés ainsi qu'au moyen de la procédure d'amortissement de la méthode de l'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte de toute décote ou prime d'acquisition ainsi que des taxes et coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation :

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation qui en relève a été payée ou annulée ou lorsqu'elle expire. Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre du même prêteur dans des conditions très différentes, ou lorsque les conditions d'un passif existant sont considérablement modifiées, un tel échange ou une telle modification est traité comme une décomptabilisation du passif originel et la comptabilisation d'un nouveau passif et la différence des valeurs comptables respectives est comptabilisée dans l'excédent ou le déficit.

Changements dans les politiques et estimations comptables

L'UPOV comptabilise de manière rétroactive les effets des changements dont est l'objet la politique comptable. Ces effets sont appliqués de manière prospective si l'application rétrospective s'avère difficile.

Application des normes IPSAS 28-30 Instruments financiers

L'UPOV a pour la première fois appliqué les normes IPSAS 28-30 Instruments financiers dans ses états financiers pour 2013, conformément aux dates d'entrée en vigueur de ces normes. Ces normes doivent faire l'objet d'une application rétrospective, y compris un ajustement du solde d'ouverture de l'excédent ou du déficit cumulé pour la période antérieure la plus ancienne présentée selon le cas. L'application des normes IPSAS 28-30 n'a pas eu pour résultat l'ajustement de l'excédent cumulé de l'UPOV pour les périodes antérieures présentées dans les états financiers de 2013.

Utilisation d'estimations

Les états financiers incluent nécessairement des montants fondés sur des estimations et des hypothèses établies par la direction. Les estimations prennent en considération, mais pas uniquement, l'assurance maladie finançant des prestations définies et d'autres obligations relatives aux prestations au personnel post-emploi (dont la valeur est calculée par un actuaire indépendant), le risque financier portant sur des comptes de débiteurs, les charges à payer et le degré de dépréciation des immobilisations. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. L'évolution des estimations est répercutée au cours de l'exercice concerné.

NOTE 3 : TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	<u>(en francs suisses)</u>	<u>(en francs suisses)</u>
Dépôts bancaires	308 821	612 007
Fonds placés auprès de la BNS	2 653 708	1 887 532
Total de la trésorerie disponible	<u>2 962 529</u>	<u>2 499 539</u>
Fonds placés auprès de la BNS fonds de roulement soumis à restriction	543 026	542 035
Dépôts bancaires fonds fiduciaires soumis à restriction	223 375	274 463
Total de la trésorerie soumise à restriction	<u>766 401</u>	<u>816 498</u>
TOTAL DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	<u>3 728 930</u>	<u>3 316 037</u>

Les avoirs sont généralement placés sur des comptes bancaires à accès immédiat, des comptes rémunérés et des produits à court terme (dépôts à 90 jours). Le taux d'intérêt moyen servi sur des comptes et des placements rémunérés détenus auprès de la Banque nationale suisse a été de 0,558% en 2013. Les soldes de fonds de roulement sont détenus sur un compte distinct. Les intérêts produits par le fonds de roulement s'ajoutent au fond général de l'UPOV. Les fonds fiduciaires détenus pour le compte de donateurs de ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont déposés dans la monnaie dans laquelle les dépenses seront comptabilisées, sur la base d'accords conclus avec les donateurs.

NOTE 4 : COMPTES DÉBITEURS

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	<u>(en francs suisses)</u>	<u>(en francs suisses)</u>
Créances à recevoir d'opérations sans contrepartie directe		
Contributions	12 447	70 273
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	154 801	-
	<u>167 248</u>	<u>70 273</u>
Créances à recevoir d'opérations avec contrepartie directe		
Impôts suisses remboursables	125	229
	<u>125</u>	<u>229</u>
Total des créances courantes	<u>167 373</u>	<u>70 502</u>
Contributions aux fonds de roulement	-	1 667
Total des créances non courantes à recevoir	<u>-</u>	<u>1 667</u>
TOTAL DES COMPTES DÉBITEURS	<u>167 373</u>	<u>72 169</u>

Les contributions sont les recettes non perçues dans le cadre du système de contribution de l'UPOV. Le montant de la contribution annuelle de chaque membre de l'Union est calculé selon le nombre d'unités de contributions qui lui est appliqué (article II de l'Acte de 1972, article 26 de l'Acte de 1978 et article 29 de l'Acte de 1991 de la Convention). Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants dus pour les périodes antérieures à l'année de clôture.

NOTE 5 : MATÉRIEL

Tout le matériel répertorié dans les stocks est évalué au coût diminué de l'amortissement des coûts sur une base linéaire. Meubles et mobilier sont amortis sur une durée d'utilité de 10 ans. Tous les autres équipements sont amortis sur une durée d'utilité de cinq ans.

Mouvements en 2013	Matériel	Meubles et mobilier	Total
	(en francs suisses)		
31 décembre 2012			
Valeur comptable brute	5 975	-	5 975
Amortissement cumulé	-5 975	-	-5 975
Valeur comptable nette	-	-	-
Mouvements en 2013			
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Amortissement des immobilisatiors	-	-	-
Amortissement	-	-	-
Total des mouvements en 2013	-	-	-
31 décembre 2013			
Valeur comptable brute	5 975	-	5 975
Amortissement cumulé	-5 975	-	-5 975
Valeur comptable nette	-	-	-
Mouvements en 2012			
	(en francs suisses)		
1^{er} janvier 2012			
Valeur comptable brute	5 975	-	5 975
Amortissement cumulé	-5 975	-	-5 975
Valeur comptable nette	-	-	-
Mouvements en 2012			
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Amortissement des immobilisatiors	-	-	-
Amortissement	-	-	-
Total des mouvements en 2012	-	-	-
31 décembre 2012			
Valeur comptable brute	5 975	-	5 975
Amortissement cumulé	-5 975	-	-5 975
Valeur comptable nette	-	-	-

NOTE 6 : COMPTES DE CRÉANCIERS

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	<u>(en francs suisses)</u>	<u>(en francs suisses)</u>
Créanciers divers	-	1 162
TOTAL DES COMPTES DE CRÉANCIERS	-	1 162

NOTE 7 : PRESTATIONS AU PERSONNEL

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	<u>(en francs suisses)</u>	<u>(en francs suisses)</u>
Congés annuels - contrats de durée déterminée	29 551	28 653
Congés annuels - contrats temporaires et consultants	-	20 665
Prime de rapatriement et voyages	16 127	11 884
Congés dans les foyers non pris	-	6 202
Heures supplémentaires cumulées	14 533	6 069
Indemnités pour frais d'études	12 054	-
Prestations médicales après la cessation de service	80 260	82 444
Total des obligations courantes pour prestations au personnel	152 525	155 917
Congés annuels	75 967	75 544
Prime de rapatriement et voyages	91 373	82 244
Prestations médicales après la cessation de service	887 555	833 289
Total des obligations non courantes pour prestations au personnel	1 054 895	991 077
TOTAL DES OBLIGATIONS POUR PRESTATIONS AU PERSONNEL	1 207 420	1 146 994

Prestations au personnel :

Les prestations au personnel à court terme incluent le traitement, les allocations et indemnités, les primes d'affectation et les indemnités pour frais d'études pour les enfants à charge, les jours de congé annuel rémunéré, les droits à congé de maladie rémunéré, l'assurance accidents et l'assurance-vie.

Les prestations post-emploi comprennent les prestations versées pour cessation de service, à savoir les primes de rapatriement, les frais de voyage du rapatriement et l'envoi des effets personnels et les primes d'assurance après la cessation de service.

Prestations au personnel à court terme

L'UPOV a également des passifs comptabilisés pour les prestations à court terme suivantes, dont la valeur est basée sur le montant à payer à chaque fonctionnaire à la date d'établissement des états financiers.

- Congé annuel – les fonctionnaires ont droit à 30 jours de congé annuel. En vertu du statut et du règlement du personnel en vigueur jusqu'au 31 décembre 2012, les fonctionnaires pouvaient cumuler jusqu'à 90 jours de congé, sur lesquels 60 sont payables au moment de la cessation de service. En vertu du Statut et Règlement révisé du personnel en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2013, les fonctionnaires peuvent accumuler jusqu'à 15 jours de congé annuel pendant une année donnée et un total cumulé de 60 jours. Le solde total de la dette à la date d'établissement des états financiers est de 105 518 francs suisses (contre 124 862 francs suisses au 31 décembre 2012).

- Congé dans les foyers – les fonctionnaires recrutés sur le plan international ont droit, une fois tous les deux ans, à un congé dans les foyers, pour eux et pour les personnes à leur charge, dans le pays dans lequel ils ont été recrutés. Il n’y avait pas de dette pour les congés dans les foyers qui ont été touchés mais qui n’ont pas encore été pris à la date d’établissement des états financiers (contre 6202 francs suisses au 31 décembre 2012).
- Heures supplémentaires – les fonctionnaires ont droit à une compensation en espèces pour les heures supplémentaires accumulées au terme d’un délai prévu dans le Statut et Règlement du personnel. Le montant total à payer à la date d’établissement des états financiers est de 14 533 francs suisses (contre 6069 francs suisses au 31 décembre 2012).
- Allocations d’études – les fonctionnaires internationaux, autres que ceux qui vivent dans leur pays d’origine, remplissent les conditions requises pour recevoir une indemnité pour frais d’études couvrant 75% des frais de scolarité de leurs enfants à charge jusqu’à la fin de l’année scolaire au cours de laquelle l’enfant atteint l’âge de 25 ans. Le montant des allocations d’études payables est fonction du nombre de mois qui se sont écoulés entre le début de l’année scolaire/universitaire et le 31 décembre 2013 pour lesquels les droits sont par conséquent exigibles. Le montant total à la date de clôture est de 12 054 francs suisses.

Prestations post-emploi

Prime de rapatriement et voyages : l’UPOV a l’obligation contractuelle d’accorder des prestations telles que les primes de rapatriement et les voyages à certains fonctionnaires recrutés sur le plan international au moment de leur cessation de service. À la date d’établissement des états financiers, l’obligation a été estimée comme suit, sur la base d’une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2013 par un actuaire indépendant :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	<u>(en francs suisses)</u>	<u>(en francs suisses)</u>
Provision pour prime de rapatriement et voyages	107 500	94 128

Assurance maladie après la cessation de service : l’UPOV a aussi l’obligation contractuelle de fournir à ses employés des prestations médicales après la cessation de service sous la forme de primes d’assurance pour le contrat d’assurance maladie et accidents. Les fonctionnaires (ainsi que leurs conjoints, leurs enfants et leurs survivants) peuvent, au moment de la retraite, souscrire à l’assurance maladie après la cessation de service s’ils continuent de payer leur prime après la cessation de service. Selon le Statut et Règlement du personnel, l’UPOV prend en charge 65% de la prime mensuelle d’assurance maladie. Actuellement, cette prime mensuelle s’élève à 552 francs suisses au 31 décembre 2013. La valeur actuelle des obligations relatives à des prestations définies en matière d’assurance maladie après cessation de service est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées et par soustraction des futures sorties de trésorerie estimées en appliquant un taux d’actualisation fondé à la fois sur des obligations de sociétés de haut rang libellées en francs suisses et sur des obligations d’État suisses. Le plan n’est pas financé et ne comprend aucun actif détenu par un fonds à long terme au bénéfice du personnel. À la date d’établissement des états financiers, l’obligation a été estimée comme suit, sur la base d’une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2013 par un bureau indépendant :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	<u>(en francs suisses)</u>	<u>(en francs suisses)</u>
Provision pour prestations médicales après la cessation de service	967 815	915 733

Les hypothèses actuarielles et les calculs applicables à l’obligation au titre des prestations médicales après la cessation de service au 31 décembre 2013 sont présentés dans le tableau ci-après :

	31 décembre 2013 (en francs suisses)	31 décembre 2012 (en francs suisses)
Variations des engagements au titre des prestations		
Engagements au titre des prestations au début de l'année	1 031 739	884 576
Frais administratifs courants	60 086	37 396
Coût des intérêts	22 355	23 900
Prestations versées par le régime / la société	-31 214	-30 139
Coût des prestations passées	-	-
(Gains) / pertes actuariels	-67 859	116 006
Engagements au titre des prestations à la fin de l'année	<u>1 015 107</u>	<u>1 031 739</u>
Montants comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Régimes qui sont entièrement non financés et régimes qui sont entièrement ou partiellement financés		
Valeur actuelle des engagements non financés	1 015 107	1 031 739
Gains (pertes) actuariels non comptabilisés	-47 292	-116 006
	<u>967 815</u>	<u>915 733</u>
Montants dans l'état de la situation financière		
Passif	967 815	915 733
Composantes du coût des prestations de retraite		
Montants comptabilisés en tant que dépenses de personnel dans l'état de la performance financière		
Frais administratifs courants	60 086	37 396
Coût des intérêts	22 355	23 900
Coût des prestations passées (agents temporaires)	-	-
Amortissement des (gains) / pertes nets	855	-
Coût total des prestations de retraite comptabilisé dans l'état de la performance financière	<u>83 296</u>	<u>61 296</u>
	83 296	61 296
Politique pour amortir les (gains) pertes actuariels	Méthode du corridor	Méthode du corridor
Gains (pertes) actuariels		
Solde non comptabilisé au début de la période considérée	-116 006	-
Mouvement durant la période considérée	68 714	-116 006
Gains (pertes) non comptabilisés à la fin de la période considérée	<u>-47 292</u>	<u>-116 006</u>
Historique des (gains) pertes issus de l'expérience		
(Gains) pertes issus de l'expérience relatifs au passif du régime de retraite	-44 201	-3 542
(Gains) pertes relatifs au passif du régime de retraite dus à des variations dans les principes	-24 513	119 548
	<u>-68 714</u>	<u>116 006</u>
Principaux principes actuariels		
<i>Principe de la moyenne pondérée pour déterminer le montant des engagements au titre des prestations</i>		
Escompte	2,50%	2,20%
Taux de croissance de la rémunération	3,36%	3,44%
Hausse des primes d'assurance-maladie	3.00% as of 2013	3.00% as of 2012
	2.50% as of 2018	2.50% as of 2017
	2.50% as of 2028	2.00% as of 2027
<i>Principe de la moyenne pondérée pour déterminer le coût net</i>		
Escompte	2,20%	2,75%
Taux de croissance de la rémunération	3,44%	3,80%
Hausse des primes d'assurance-maladie	3.00% as of 2013	3.00% as of 2012
	2.50% as of 2018	2.50% as of 2017
	2.00% as of 2028	2.00% as of 2027
Composantes du coût prévu des prestations de retraite		
Contributions au régime de retraite prévues pour 2014	35 581	

Le gain actuariel non comptabilisé pour l'année est de 68 714 francs suisses. Ce chiffre représente l'incidence nette d'un gain actuariel de 24 513 francs suisses résultant de l'augmentation du taux d'actualisation et la mise à jour des tableaux démographiques, et un gain de 44 201 francs suisses résultant des ajustements issus de l'expérience. La perte actuarielle cumulée sera amortie sur la vie active restante estimée des agents couverts par l'assurance maladie après la cessation de service. La portion du passif comptabilisée à ce titre dans l'état de la performance financière correspond au montant de la perte ou du gain actuariel amorti dépassant 10% de la valeur présente du passif au titre des prestations définies, conformément à la méthode du corridor.

Le taux tendanciel présumé du coût des soins de santé a une incidence significative sur les montants calculés pour l'obligation au titre des prestations médicales après la cessation de service. Une variation d'un point de pourcentage de ce taux aurait les effets ci-après :

Information sur la sensibilité pour l'obligation au titre des prestations médicales après la cessation de service	diminution de 1% du taux tendanciel présumé du coût des soins de santé	taux tendanciel présumé du coût des soins de santé appliqué (en francs suisses)	augmentation de 1% du taux tendanciel présumé du coût des soins de santé
Montant des obligations au 31 décembre 2013	862 570	1 015 107	1 210 200
Taux de variation	-15,0%		19,2%
Frais administratifs et coût des intérêts pour l'année s'achevant le 31 décembre 2013	65 280	82 441	105 589
Taux de variation	-20,8%		28,1%

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Le Règlement de la Caisse des pensions prévoit que le Comité mixte fait procéder par l'actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte procède à une évaluation actuarielle tous les deux ans sur la base de la méthode des agrégats avec entrants. L'évaluation actuarielle vise principalement à déterminer si les actifs futurs courants et estimés de la Caisse des pensions suffiront à financer les passifs.

Les engagements financiers de l'UPOV envers la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sont constitués de la cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (actuellement de 7,9% pour les participants et de 15,8% pour les organisations membres), ainsi que de la part d'un déficit actuariel éventuel qui pourrait devoir être versée par l'UPOV conformément à l'article 26 du Règlement de la Caisse. Les sommes nécessaires pour combler le déficit ne sont dues que dès lors que l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'article 26 après avoir constaté qu'une évaluation actuarielle justifie – au moment de l'évaluation – que le déficit soit comblé. Chaque organisation affiliée contribue au comblement du déficit au prorata des cotisations totales qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle.

L'évaluation actuarielle effectuée au 31 décembre 2011 a révélé un déficit actuariel de 1,87% (contre 0,38% lors de l'évaluation de 2009) de la rémunération considérée aux fins de la pension, ce qui implique que le taux de cotisation théorique nécessaire pour parvenir à l'équilibre au 31 décembre 2011 était de 25,57% de la rémunération considérée aux fins de la pension, contre un taux réel de 23,7%. Le déficit actuariel était principalement dû au fait que le rendement des placements a été décevant ces dernières années. La prochaine évaluation actuarielle aura lieu à compter du 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2011, le ratio de capitalisation des actifs actuariels par rapport aux passifs actuariels, en supposant qu'il n'y ait pas d'ajustement des pensions à l'avenir, était de 130% (contre 140% lors de l'évaluation de 2009). Compte tenu du système actuel d'ajustement des pensions, le ratio de capitalisation était de 86% (contre 91% lors de l'évaluation de 2009).

Sur la base d'une évaluation actuarielle de la Caisse, l'actuaire-conseil a conclu qu'au 31 décembre 2011 le comblement du déficit, prévu à l'article 26 du Règlement de la Caisse, n'était pas nécessaire dans la mesure où la valeur actuarielle des actifs était supérieure à la valeur actuarielle de tous les passifs cumulés de la Caisse. En outre, la valeur des actifs sur le marché était également supérieure à la valeur actuarielle de l'ensemble des passifs à la date de l'évaluation. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué la disposition de l'article 26.

En juillet 2012, le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a noté dans son rapport de la cinquante-neuvième session soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies que le relèvement à 65 ans de l'âge normal de départ à la retraite pour les nouveaux participants devrait réduire sensiblement le déficit et pourrait couvrir la moitié du déficit actuel, qui est de 1,87%. En décembre 2012 et en avril 2013, l'Assemblée générale a autorisé un relèvement à 65 ans de l'âge normal de départ à la retraite et de l'âge obligatoire de cessation de service respectivement pour les nouveaux participants à la Caisse, à compter du 1^{er} janvier 2014 au plus tard. La modification y relative du règlement de la Caisse des pensions a été approuvée par l'Assemblée générale en décembre 2013. Le relèvement de l'âge normal de départ à la retraite sera pris en compte dans l'évaluation actuarielle de la Caisse au 31 décembre 2013.

En 2013, le montant des cotisations versées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies était de 255 439 francs suisses (contre 227 844 francs suisses en 2012). Le montant des cotisations attendues en 2014 s'élève à 246 766 francs suisses.

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à une vérification annuelle de la Caisse des pensions et présente chaque année un rapport au Comité mixte. La Caisse des pensions publie des rapports trimestriels sur ses placements qui peuvent être consultés en ligne à l'adresse www.unjspf.org.

NOTE 8 : ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	<u>(en francs suisses)</u>	<u>(en francs suisses)</u>
Paiement anticipé de contributions	236 484	232 400
Produits sans contrepartie directe différés	<u>166 164</u>	<u>210 736</u>
TOTAL DES ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION	<u>402 648</u>	<u>443 136</u>

Les contributions reçues d'avance sont comptabilisées comme passif d'encaissement par anticipation et comme produits au cours de l'année à laquelle elles se rapportent. Les ressources extrabudgétaires versées par les donateurs aux fonds fiduciaires assortis de conditions exigeant de l'UPOV de fournir des produits et des services aux prestataires ou à d'autres tiers sont comptabilisées en tant que recettes différées jusqu'à ce que les services visés par les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) soient fournis, après quoi les recettes sont comptabilisées.

NOTE 9 : AUTRES PASSIFS COURANTS

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	<u>(en francs suisses)</u>	<u>(en francs suisses)</u>
Montants dus à l'OMPI	<u>541 941</u>	<u>159 628</u>
TOTAL DES AUTRES PASSIFS COURANTS	<u>541 941</u>	<u>159 628</u>

Les autres passifs courants sont les montants dus à l'OMPI, correspondant aux services fournis dans le cadre de l'Accord OMPI/UPOV.

NOTE 10 : TRANSACTIONS AVEC UNE PARTIE LIÉE

Le Conseil de l'UPOV est composé des représentants des membres de l'Union. Ils ne reçoivent aucune rémunération de l'UPOV.

L'UPOV ne détient aucune participation dans des associations ou des co-entreprises et n'a aucune entité contrôlée. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'OMPI. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Selon cet accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service fourni à l'UPOV et pour toute dépense engagée pour son compte. Conformément à cet accord, le Bureau de l'Union exerce ses fonctions de façon entièrement indépendante de l'OMPI.

Les principaux dirigeants sont le secrétaire général, le secrétaire général adjoint et les administrateurs. Le Directeur général actuel de l'OMPI a refusé de percevoir tout traitement ou indemnité pour ses fonctions de secrétaire général de l'UPOV. Les autres principaux dirigeants sont rémunérés par l'UPOV. La rémunération globale versée aux principaux dirigeants comprend les salaires, les indemnités, les voyages officiels et d'autres prestations versées en conformité avec le Statut et Règlement du personnel. Les principaux dirigeants participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à

laquelle le personnel et l'UPOV contribuent et peuvent également participer à la caisse d'assurance maladie du personnel y compris à la caisse d'assurance maladie après la cessation de service s'ils remplissent les conditions requises.

L'enveloppe de rémunération des principaux dirigeants est indiquée ci-après :

	2013		2012	
	Nombre de personnes (en moyenne)	Enveloppe de rémunération (en francs suisses)	Nombre de personnes (en moyenne)	Enveloppe de rémunération (en francs suisses)
Principaux dirigeants	5,19	1 047 215	5,30	1 110 489

Aucune autre rémunération ou indemnité n'a été versée à des principaux dirigeants ou à des membres proches de la famille.

NOTE 11 : FONDS DE RÉSERVE ET FONDS DE ROULEMENT

	31 décembre 2012		31 décembre 2013	
	Solde d'ouverture	Contributions au fonds de roulement	Excédent de l'année	Actif net selon IPSAS
Fonds de réserve	1 097 275	-	107 008	1 204 283
Fonds de roulement	540 011	-	-	540 011
ACTIF NET	1 637 286	-	107 008	1 744 294

En vertu de l'article 4.2 de son Règlement financier, l'UPOV dispose d'un fonds de roulement. Au 31 décembre 2013, ce fonds de roulement s'élève à 540 011 francs suisses. Selon les dispositions de cet article, le fonds de roulement est destiné à :

- couvrir les dépenses inscrites au budget, dans l'attente du paiement des contributions des membres de l'UPOV;
- couvrir les dépenses de caractère imprévu et obligatoire, découlant de l'exécution du programme adopté;
- couvrir toute autre dépense qui serait décidée par le Conseil.

Les avances provenant du fonds pour couvrir les dépenses susmentionnées doivent être remboursées conformément aux dispositions de l'article 4.2.

Le fonds de réserve représente les soldes cumulés de l'UPOV. Conformément à l'article 4.6 du Règlement financier de l'UPOV, l'utilisation du fonds de réserve à des fins autres que pour couvrir un déficit relève de la décision du Conseil. Si, après la clôture de l'exercice financier, le montant du fonds de réserve dépasse 15% des recettes totales pour l'exercice financier, l'excédent est remboursé aux membres de l'UPOV, sauf si le Conseil en décide autrement. Tout membre de l'UPOV peut demander que le montant qui lui est remboursé soit déposé sur un compte spécial ou dans un fonds fiduciaire qu'il aura désigné.

NOTE 12 : RAPPROCHEMENT ENTRE L'ÉTAT DE COMPARAISON BUDGÉTAIRE (ÉTAT V) ET L'ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE (ÉTAT II)

Le programme et budget de l'UPOV est établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée, conformément au Règlement financier et au règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV, et est approuvé par le Conseil. Le programme et budget ordinaire pour l'exercice 2012-2013 prévoyait un budget estimé pour les recettes et les dépenses de 6 798 000 francs suisses.

Pour 2013, soit la deuxième année de l'exercice biennal, les budgets initial et final estimés pour les recettes et les dépenses ont été de 3 404 000 francs suisses. Le montant des recettes réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la deuxième année de l'exercice biennal a été de 3 403 218 francs suisses. Le montant des dépenses réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la deuxième année de l'exercice biennal a été de 3 329 902 francs suisses. La section "Résultats financiers de l'année" qui figure aux pages 4 et 5 des présents états financiers contient une explication des différences significatives entre les montants réels et les montants inscrits au budget.

Le budget et les comptes financiers de l'UPOV sont établis selon deux méthodes différentes. L'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations des actifs nets et l'état des flux de trésorerie sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale, tandis que l'état de comparaison des montants budgétaires et des montants réels (état V) est préparé sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée.

Comme l'exige la norme IPSAS 24, les montants réels présentés sur une base comparable avec le budget dans l'État V sont rapprochés des montants réels présentés dans les états financiers en identifiant séparément toutes les différences relatives à la base, au choix du moment et à l'entité. Le budget de l'UPOV est adopté par le Conseil sur une base biennale, cependant, des estimations distinctes sont préparées pour chacune des deux périodes annuelles. Il n'y a aucune différence temporaire à signaler. Les différences relatives à la base se produisent lorsque le budget approuvé est préparé sur une base autre que sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale. Les différences relatives à la base comprennent la comptabilisation intégrale des engagements liés aux prestations dues au personnel, des indemnités et des provisions. Les différences d'entité correspondent à l'inclusion dans les états financiers de l'UPOV des fonds fiduciaires qui ne font pas partie du programme et budget ordinaire de l'UPOV. Les différences de présentation, le cas échéant, peuvent correspondre au traitement des achats d'équipements en tant qu'activités de placement dans l'état IV plutôt qu'en tant que dépenses dans l'état V.

	2013			Total
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités de financement	
	(en francs suisses)			
Montant réel sur une base comparable (état V)	73 316	-	-	73 316
Changements dans les provisions pour créances	-	-	-	-
Changements dans les engagements liés aux prestations au personnel	33 692	-	-	33 692
Report des recettes provenant des fonds fiduciaires	44 573	-	-	44 573
Total des différences relatives à la base	78 265	-	-	78 265
Fonds fiduciaires	-44 573	-	-	-44 573
Total des différences relatives à l'entité	-44 573	-	-	-44 573
Montant réel dans l'état de la performance financière (état II)	107 008	-	-	107 008

	2012-2013			Total
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités de financement	
	(en francs suisses)			
Montant réel sur une base comparable (état V)	507 639	-	-	507 639
Changements dans les provisions pour créances	11 718	-	-	11 718
Changements dans les engagements liés aux prestations au personnel	-15 150	-	-	-15 150
Report des recettes provenant des fonds fiduciaires	61 214	-	-	61 214
Total des différences relatives à la base	57 782	-	-	57 782
Fonds fiduciaires	-61 214	-	-	-61 214
Total des différences relatives à l'entité	-61 214	-	-	-61 214
Montant réel dans l'état de la performance financière (état II)	504 207	-	-	504 207

NOTE 13 : RECETTES

	Programme et budget ordinaire	Fonds fiduciaires	Transferts intersectoriels	TOTAL UPOV	TOTAL UPOV
	2013	2013	2013	2013	2012
	(en francs suisses)				
RECETTES					
Contributions	3 323 050	-	-	3 323 050	3 334 768
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	395 128	-	395 128	220 170
Recettes des publications	-	-	-	-	3 810
Recettes des placements	17 456	67	-	17 523	11 874
Autres/divers recettes	14 737	-	-	14 737	26 715
Frais d'appui aux programmes	47 975	-	-47 975	-	-
TOTAL DES RECETTES	3 403 218	395 195	-47 975	3 750 438	3 597 337

Les contributions versées au titre du programme et budget ordinaire correspondent aux montants payables en janvier 2013. Les ressources extrabudgétaires et les fonds fiduciaires représentent les recettes perçues relatives aux contributions versées par les donateurs pour des projets individuels qui ne figurent pas dans le programme et budget ordinaire. Les recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont reportées jusqu'à ce qu'elles soient réalisées par la prestation des services spécifiques prévus dans le programme de travail convenu avec le donateur.

NOTE 14 : DÉPENSES

	Programme et budget ordinaire	Fonds fiduciaires	Transferts intersectoriels	TOTAL UPOV	TOTAL UPOV
	2013	2013	2013	2013	2012
	(en francs suisses)				
DÉPENSES					
Dépenses de personnel	2 077 237	-	-	2 077 237	1 986 080
Voyages et bourses	252 239	332 681	-	584 920	471 785
Services contractuels	322 227	14 459	-	336 686	117 062
Dépenses de fonctionnement	621 953	80	-	622 033	620 737
Fournitures	22 554	-	-	22 554	691
Mobilier et matériel	-	-	-	-	3 783
Frais d'appui aux programmes	-	47 975	-47 975	-	-
TOTAL DES DÉPENSES	3 296 210	395 195	-47 975	3 643 430	3 200 138

Les dépenses de personnel incluent les prestations à court terme telles que le salaire de base, l'indemnité de poste, l'allocation familiale, la cotisation à la retraite, les cotisations sociales, les congés dans les foyers et d'autres prestations pour le personnel permanent et le personnel engagé pour une période de courte durée. Depuis la mise en œuvre des normes IPSAS, les dépenses de personnel incluent les changements dans les provisions pour les obligations relatives aux prestations au personnel (33 692 francs suisses).

Les voyages et bourses comprennent les frais de voyage en avion, les indemnités journalières de subsistance, les faux frais au départ et à l'arrivée et d'autres coûts de voyage pour les fonctionnaires en mission, et les déplacements pour les participants, les conférenciers et les stagiaires dans le cadre d'activités de formation. Les services contractuels comprennent les contrats de louage de services de traducteurs, d'interprètes et d'autres personnes qui ne sont pas membres du personnel. Les dépenses de fonctionnement comprennent des éléments tels que la location et l'entretien des locaux et les frais bancaires.

NOTE 15 : INSTRUMENTS FINANCIERS

L'UPOV est exposée à des risques de liquidité, de taux d'intérêt, de change et de crédit pendant le cours normal de ses opérations. La présente note donne des informations sur l'exposition de l'UPOV à chacun de ces risques ainsi que sur les politiques et processus d'évaluation et de gestion des risques. Sauf si le Conseil en décide autrement, la politique de placement de l'UPOV est la même que celle de l'OMPI. Le pouvoir d'effectuer et de gérer avec prudence des placements conformément à la politique de placement est délégué au contrôleur de l'OMPI.

Justes valeurs

On trouvera ci-dessous une comparaison par classe des valeurs comptables et de la juste valeur des instruments financiers de l'UPOV.

Actifs financiers	Valeur comptable	Juste valeur
	(en francs suisses)	
2013		
Comptes débiteurs	167 373	167 373
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 728 930	3 728 930
	3 896 303	3 896 303
2012		
Comptes débiteurs	72 169	72 169
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 316 037	3 316 037
	3 388 206	3 388 206
Passifs financiers	Valeur comptable	Juste valeur
	(en francs suisses)	
2013		
Comptes créanciers	-	-
Autres passifs courants	541 941	541 941
	541 941	541 941
2012		
Comptes créanciers	1 162	1 162
Autres passifs courants	159 628	159 628
	160 790	160 790

La juste valeur des actifs et passifs financiers est incorporée au montant auquel l'instrument pourrait être échangé dans une transaction entre parties consentantes autre qu'une vente forcée ou une liquidation. Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer les justes valeurs :

- les dépôts en liquide et à court terme, les créances provenant des opérations de change et les comptes de créanciers sont proches de leurs valeurs comptables en raison des échéances à court terme de ces instruments.
- Les créances provenant des opérations qui ne sont pas des opérations de change sont évaluées par l'UPOV sur la base de paramètres tels que les taux d'intérêt et les caractéristiques de risque. Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants dus pour les périodes antérieures à l'année de clôture.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de pertes financières pour l'UPOV si les contreparties des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles; il émane principalement des montants à recevoir ainsi que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximum au risque de crédit qui était au 31 décembre 2013 la suivante :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	(en francs suisses)	
Créances	167 373	72 169
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 728 930	3 316 037
Exposition maximum au risque de crédit	3 896 303	3 388 206

Les comptes débiteurs de l'UPOV proviennent presque exclusivement des membres de l'Union représentant des gouvernements souverains, c'est pourquoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs.

Les placements sont détenus auprès de banques présentant un risque souverain ou ayant reçu la note AA- ou une note supérieure. L'UPOV réduit à un minimum le risque de crédit à sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie en détenant ses fonds auprès de banques présentant des notations élevées ou moyennes supérieures. Par conséquent, les notes de crédit associées à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie sont les suivantes :

	AAA	A	Non évalués (fonds en caisse)	Total
	(en francs suisses)			
31 décembre 2013				
Trésorerie et équivalents de	3 196 734	532 196	-	3 728 930
Pourcentage	85,7%	14,3%	0,0%	100,0%

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court l'UPOV de ne pas pouvoir s'acquitter de ses obligations dans les délais voulus. L'UPOV n'est pas fortement exposée au risque de liquidité car elle dispose de fonds de trésorerie considérables. La politique de placement a été élaborée de manière à garantir des placements principalement sous forme de dépôts à court terme.

Risque de change

L'UPOV perçoit des recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) et engage des dépenses dans d'autres monnaies que sa monnaie fonctionnelle (le franc suisse) et elle est donc exposée à un risque de change lié à l'évolution des cours de change. L'Union n'a pas recours à des instruments financiers dérivés pour se protéger contre le risque de change.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque des variations des prix du marché comme les taux d'intérêt qui affectent le revenu de l'Union ou la valeur de ses instruments financiers. L'UPOV est très peu exposée au risque de baisse des taux d'intérêt, car seul 1,03% de son budget de fonctionnement est financé à partir des revenus des investissements. L'UPOV n'a pas recours à des instruments financiers pour se protéger contre le risque de taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt moyens pondérés et le calendrier d'amortissement de ses instruments financiers sont les suivants :

	Taux d'intérêt moyen pondéré	Dans un an	1 à 5 ans	Plus tard que 5 ans	Total
31 décembre 2013	%	(en francs suisses)			
Actifs financiers					
Fonds placés auprès de la BNS	0,558	3 196 734	-	-	3 196 734

	Taux d'intérêt moyen pondéré	Dans un an	1 à 5 ans	Plus tard que 5 ans	Total
31 décembre 2012	%	(en francs suisses)			
Actifs financiers					
Fonds placés auprès de la BNS	0,375	2 429 567	-	-	2 429 567

Analyse de sensibilité des taux d'intérêt

Si le taux d'intérêt moyen pondéré au 31 décembre 2013 avait été plus élevé ou plus bas de 50 points de base, les intérêts perçus ou les intérêts dépenses auraient été les suivants :

	Augmentation (+) / diminution (-) en points de base	Effet sur l'excédent (en francs suisses)
2013		
Actifs financiers		
Fonds placés auprès de la BNS	+50	15 984
	-50	-15 984
2012		
Actifs financiers		
Fonds placés auprès de la BNS	+50	12 148
	-50	-9 111

NOTE 16 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

La date d'établissement des états financiers de l'UPOV a été fixée au 31 décembre 2013 et leur publication au 7 juillet 2014. Aucun événement favorable ou défavorable ne s'est produit entre la date d'établissement des états financiers et la date à laquelle la publication des états financiers a été autorisée.

NOTE 17 : INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est fondée sur les principales activités et sources de financement de l'UPOV. De ce fait, l'UPOV publie des informations financières distinctes pour deux secteurs : 1) le programme et budget ordinaire; et 2) les fonds fiduciaires (ressources extrabudgétaires). Les fonds fiduciaires représentent les montants administrés par l'UPOV pour le compte de donateurs individuels pour mettre en œuvre des programmes liés aux principes, aux buts et aux activités de l'UPOV. Le programme et budget ordinaire et les fonds fiduciaires sont comptabilisés séparément dans le système de comptabilité financière.

**État de la situation financière par secteur
au 31 décembre 2013
(en francs suisses)**

	Programme et budget ordinaire	Fonds fiduciaires	Transferts intersectoriels	TOTAL UPOV 2013	TOTAL UPOV 2012
ACTIFS					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 505 555	223 375	-	3 728 930	3 316 037
Comptes débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	12 447	154 801	-	167 248	70 273
Comptes débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	101	24	-	125	229
Autres actifs courants	12 720	-	-12 720	-	-
	3 530 823	378 200	-12 720	3 896 303	3 386 539
Actifs non courants					
Matériel	-	-	-	-	-
Comptes débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	-	-	-	-	1 667
	-	-	-	-	1 667
ACTIF TOTAL	3 530 823	378 200	-12 720	3 896 303	3 388 206
PASSIF					
Passifs courants					
Comptes créanciers	-	-	-	-	1 162
Prestations au personnel	152 525	-	-	152 525	155 917
Avances	236 484	166 164	-	402 648	443 136
Autres passifs courants	342 625	212 036	-12 720	541 941	159 628
	731 634	378 200	-12 720	1 097 114	759 843
Passifs non courants					
Prestations au personnel	1 054 895	-	-	1 054 895	991 077
	1 054 895	-	-	1 054 895	991 077
PASSIF TOTAL	1 786 529	378 200	-12 720	2 152 009	1 750 920
Fonds de réserve	1 204 283	-	-	1 204 283	1 097 275
Fonds de roulement	540 011	-	-	540 011	540 011
ACTIF NET	1 744 294	-	-	1 744 294	1 637 286

**État de la performance financière par secteur
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2013
(en francs suisses)**

	Programme et budget ordinaire	Fonds fiduciaires	Transferts intersectoriels	TOTAL UPOV 2013	TOTAL UPOV 2012
RECETTES					
Contributions	3 323 050	-	-	3 323 050	3 334 768
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)		395 128	-	395 128	220 170
Recettes des publications	-	-	-	-	3 810
Recettes des investissements	17 456	67	-	17 523	11 874
Autres/divers recettes	14 737	-	-	14 737	26 715
Frais d'appui aux programmes	47 975	-	-47 975	-	-
TOTAL DES RECETTES	3 403 218	395 195	-47 975	3 750 438	3 597 337
DÉPENSES					
Dépenses de personnel	2 077 237	-	-	2 077 237	1 986 080
Voyages et bourses	252 239	332 681	-	584 920	471 785
Services contractuels	322 227	14 459	-	336 686	117 062
Dépenses de fonctionnement	621 953	80	-	622 033	620 737
Fournitures	22 554	-	-	22 554	691
Mobilier et matériel	-	-	-	-	3 783
Frais d'appui aux programmes	-	47 975	-47 975	-	-
TOTAL DES DÉPENSES	3 296 210	395 195	-47 975	3 643 430	3 200 138
EXCÉDENT POUR L'ANNÉE	107 008	-	-	107 008	397 199

[Fin de l'annexe et du document]